

Chronologie

Juli–September / juillet–septembre 2017

Juli/juillet

01.07. Der diesjährige Präsidentschaftskandidat der französischen Sozialisten, Benoît Hamon, zieht sich nach 30 Jahren aus seiner Partei zurück und gründet eine neue sozialistische „Bewegung des 1. Juli“. Hamon hatte bei der ersten Runde der Präsidentschaftswahl am 23. April mit 6,4 % der Stimmen nur den fünften Platz erreicht.

01.07. Der staatliche Bahnkonzern SNCF weicht die neuen Schnellstrecken von Paris nach Bordeaux sowie Rennes ein. Mit der Schnellstrecke wird die Fahrtzeit von Paris nach Bordeaux von 3:14 Stunden auf 2:04 Stunden verkürzt. Für die Strecke von Paris nach Rennes werden statt 2 Stunden nur noch 1:25 Stunden nötig sein.

02.07. Innenminister Gérard Collomb und seine deutschen und italienischen Amtskollegen sowie der Europäische Kommissar für Inneres und Migration verständigen sich im Zusammenhang mit dem wachsenden Migrationsstrom im zentralen Mittelmeerraum für eine effektivere Unterstützung Italiens und eine Eindämmung des Migrationsstroms. Im Mittelpunkt der Maßnahmen steht eine intensivere Unterstützung der im zentralen Mittelmeer tätigen Nichtregierungsorganisationen (NGOs) und internationalen Organisationen sowie der libyschen Küstenwachen. Des Weiteren sollen Kontrollen ausgeweitet und sowohl Rückführungs- als auch Umsiedlungsstrategien verbessert werden.

Une économie en pleine forme

La bonne santé de l'économie allemande ne se dément pas. Les entreprises investissent et les ménages dépensent. Pour la 12^e fois consécutive, le PIB a augmenté de 0,6 % au cours du deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent, selon les chiffres publiés par l'Office des statistiques de Wiesbaden. Plusieurs banques révisent leurs prévisions de croissance à la hausse. Sur un semestre, d'après les études rendues publiques le 4 septembre, le montant de l'excédent engrangé par les caisses publiques, que ce soit celles de l'Etat, des *Länder*, des communes ou des assurances sociales, s'élève en 2017 à 18,3 milliards d'euros, chiffre record depuis l'unification du pays en 1990. Les recettes de l'Etat sont en hausse de 4,3 %. En



2018, l'excédent budgétaire passera de 28 à 37 milliards d'euros pour atteindre 44 milliards l'année suivante.

Les cinq principaux Instituts de recherche économique prévoient le 28 septembre que l'économie allemande devrait progresser de 1,9 % (et non plus de 1,5 % comme l'indiquaient les prévisions précédentes). Le chiffre de 2 % est même avancé pour 2018 et 1,8 % pour l'année suivante. L'an prochain, le chômage devrait passer sous la barre de 2,5 millions de sans emploi et continuer à baisser en 2019. Le nombre d'emplois (44,3 millions actuellement) devrait atteindre 45,2 millions dans deux ans. La hausse des salaires devrait s'accélérer, passant de 2,5 % en 2017 à 2,9 % puis 3,2 %.

Zusammengestellt von Simona Gnade, *French Cultural Center / Alliance Française* (Boston), und François Talcy, Journalist.

Etablie par Simona Gnade, *French Cultural Center / Alliance Française* (Boston), et François Talcy, journaliste.

03.07. EU-Wirtschaftskommissar Pierre Moscovici schließt in einem Fernsehinterview mit *France 2* aus, dass Frankreich mehr Zeit bekommt, um die EU-Defizitvorgaben einzuhalten. Die französischen Rechnungsprüfer gehen davon aus, dass das Defizit 2017 bei 3,2 % liegen wird und damit über der EU-Grenze von 3 %.

03.07. Präsident Macron wirbt in seiner ersten innenpolitischen Grundsatzrede im Schloss von Versailles für einen „*radikal neuen Weg*“ in der Politik. Auf dem Plan stehen u. a. ein massiver Umbau der staatlichen Institutionen, eine stärker-

re Gewaltenteilung, mehr Bürgerbeteiligung sowie eine vereinfachte Gesetzgebung. Die notwendige Verfassungsreform für die institutionellen Veränderungen soll binnen eines Jahres beschlossen werden.

04.07. 30 Jahre nach der Verurteilung des Lyoner *Gestapo*-Chefs Klaus Barbie öffnet Frankreich die Archive zu dem Prozess. Damit solle die Erinnerungsarbeit gefördert werden, so die französischen Ministerien für Justiz und Kultur. Ein Gericht in Lyon hatte Barbie in der Nacht auf den 4. Juli 1987 wegen Verbrechen gegen die Mensch-

Violence au sommet du G20

Une semaine avant l'ouverture du Sommet du G20 à Hambourg, les adversaires déclarés de cette réunion mobilisent leurs militants le 2 juillet pour une manifestation hostile à la politique climatique et commerciale des vingt états les plus industrialisés de la planète. Le ministre de l'Intérieur, Thomas de Maizière, estime à plus de 8 000 le nombre d'extrémistes d'Allemagne et de l'étranger prêts à des exactions. Malgré le feu vert donné par le tribunal administratif de Hambourg, la police interdit aux manifestants de passer la nuit dans le campement érigé sur la presqu'île de Entenwerder. La chancelière réitère à plusieurs reprises sa position sur l'importance d'un monde multipolaire comportant de nombreux centres et diverses stratégies de développement non pas pour servir obligatoirement de modèle à d'autres régions du monde, mais pour assurer une croissance durable, dont tous sauraient profiter. Le 3 juillet, le président Frank-Walter Steinmeier accorde une interview à deux quotidiens de Stuttgart, dans laquelle il met en garde contre les conséquences que pourrait avoir la stratégie de Donald Trump et invite les Européens à s'unir face aux défis.

Avant l'ouverture du sommet le 6 juillet, la chancelière s'entretient avec plusieurs participants, notamment le chef de l'exécutif américain à propos de l'accord sur le climat et le président turc Recep Tayyip Erdogan d'une part sur l'accord passé entre l'Union européenne et la Tur-

quie pour tenter de résoudre la question migratoire, d'autre part sur les difficiles relations bilatérales, suite à l'arrestation de ressortissants allemands.

De violentes manifestations, placées sous le slogan « *Solidarité sans frontières au lieu du G20* », ont lieu dans le centre-ville. Après des défilés sans heurts sur les thèmes de la guerre et de la pauvreté, en présence de 20 000 participants, la journée du 7 juillet se termine avec plus de 100 000 participants. Des barricades sont érigées, des voitures incendiées, des magasins pillés, les forces de police (20 000 hommes venus de plusieurs régions d'Allemagne) interviennent avec vigueur contre les manifestants les plus violents, estimés à 1 500. 476 policiers sont blessés au cours de ces échauffourées. Face aux critiques, le chef de l'Etat, en présence du bourgmestre de Hambourg Olaf Scholz, défend le lendemain le choix de la cité hanséatique pour l'organisation du sommet et se dit choqué par les images des exactions et l'ampleur des débordements. Néanmoins, dans une déclaration devant les élus, le maire de Hambourg présente le 12 juillet ses excuses à la population de sa ville et demande que les casseurs interpellés soient jugés et sévèrement condamnés. La chancelière Angela Merkel apporte le 16 juillet son soutien au maire social-démocrate de la ville et refuse de s'associer aux demandes de démission formulées à l'adresse des édiles de Hambourg.

lichkeit, darunter Massenermordungen und Deportationen von Juden, zu lebenslanger Haft verurteilt.

04.07. Premierminister Edouard Philippe gibt seine Regierungserklärung vor der Nationalversammlung ab. Dabei kündigt er u. a. an, die sogenannte Staatsquote innerhalb von fünf Jahren um drei Prozentpunkte zu senken, die Unternehmenssteuer binnen fünf Jahren von 33,3 auf 25 % zu senken sowie ein 50 Milliarden schweres Investitionsprogramm auf den Weg zu bringen. Des Weiteren stehen Reformen des Arbeitsmarktes, des Rentensystems, des Bildungswesens, des Gesundheitssystems und des Asylrechts an. Bei der anschließenden Abstimmung sprechen ihm die Abgeordneten mit 370 von 577 Stimmen das Vertrauen aus.

05.07. Ab 2018 sollen alle Kleinkinder im Laufe ihrer ersten beiden Lebensjahre gegen 11 Krankheiten geimpft werden müssen, so Gesundheitsministerin Agnès Buzyn in einem Kommuniqué. Bisher sind nur die Impfungen für Diphtherie, Tetanus und Kinderlähmung in Frankreich Pflicht. Die Kosten für die vorgesehenen Impfungen sollen vollständig von den Krankenkassen übernommen werden.

06.07. Finanzminister Bruno Le Maire kündigt an, in den kommenden Monaten Minderheitsanteile an Unternehmen zu veräußern und mit den

Extrémisme politique – un bilan

Les services de protection de la constitution en Allemagne et le ministre de l'Intérieur présentent, avant les exactions de Hambourg en marge du G20, leur rapport 2016.

L'extrémisme de gauche est bien connu des Allemands depuis les méfaits de la Fraction Armée Rouge (RAF), appelée aussi la bande à Baader-Meinhof, qui ont dominé l'actualité jusque dans les années 1990. Des militants de la troisième génération sont toujours recherchés par la police qui observe les activités de la scène autonome contre des biens matériels (véhicules, installations ferroviaires ou habitations), parfois aussi, comme à Hambourg, contre les forces de l'ordre ou les pompiers. Le rapport de 2016 dénombre 28 500 extrémistes de gauche, soit une progression d'un millier de militants. 8 500 seraient des adeptes de la violence. 1 201 attaques ont été recensées l'an dernier, dont 65 tentatives de meurtre. 65 victimes sont à mettre sur le compte de ces extrémistes depuis 1968.

L'extrémisme de droite a été à l'origine de l'attentat commis en 1980 à la Fête de la bière à Munich, faisant 13 morts et 211 blessés. Depuis l'unification de l'Allemagne, dix ans plus tard, les attaques ont été nombreuses contre des foyers de réfugiés, tant à l'Est (à Hoyerswerda et Rostock par exemple) qu'à l'Ouest (incendies meurtriers à Solingen et Mölln). Un réseau se référant au national-socialisme (NSU) a assassiné par ailleurs dix personnes au cours des dernières années. Le rapport de 2016 fait état de 23 100 extrémistes de droite (en baisse de 750 militants). Le nombre d'adeptes de la violence, 12 100 personnes, est par contre en augmentation : ils ont commis 1 600 attentats, dont 18 tentatives de meurtre. Les statistiques menées depuis 1990 chiffrent à 179 le nombre total de victimes.

Les islamistes sont dans le collimateur des services de sécurité depuis les attentats de New York (*World Trade Center*) et Washington du 11 septembre 2001. En Allemagne, le premier attentat attribué aux islamistes date de décembre 2016 avec l'attaque d'un Tunisien contre un marché de Noël de Berlin, faisant douze victimes. Le rapport des services de protection de la constitution dénombre 24 000 islamistes en Allemagne, dont 9 700 salafistes – un chiffre en progression de 1 350 par rapport à l'année précédente. Les départs pour la Syrie et l'Irak sont passés de 50 en 2013 à près de 900 l'an dernier. Contrairement aux extrémistes de gauche et de droite, les islamistes ne se contentent pas d'attaquer le plus grand nombre possible de personnes, leur objectif déclaré est de les assassiner sans se préoccuper de leur identité. En raison de l'afflux de réfugiés, il reste difficile d'en estimer l'ampleur avec précision : cinq attentats et quatre tentatives ont été enregistrés en 2016, faisant 138 victimes allemandes, dont 124 hors des frontières de l'Allemagne.

rund 10 Milliarden eingenommenen Euro Industrie- und Forschungsprojekte zu fördern. Analysen zufolge könnten u. a. das Energie-Unternehmen *Engie*, der Flughafenbetreiber ADP und der Telekom-Konzern *Orange* von den Verkäufen betroffen sein.

06.07. Laut einer von der Tageszeitung *Le Monde* in Auftrag gegebenen Umfrage über das Institut *Ipsos* finden 65 % der Franzosen, dass es in Frankreich „zu viele Ausländer“ gibt. Zudem sagen 60 %, dass sie sich „nicht mehr bei sich zu Hause“ fühlten. Über 60 % der Franzosen sind der Ansicht, dass Einwanderer sich bei ihrer Integration nicht genug Mühe geben.

07.07. Die Behörden räumen Flüchtlings-Lagerplätze im Norden von Paris und holen damit 2771 Menschen von den Straßen, die zunächst übergangsweise an verschiedenen Orten in der Hauptstadtregion untergebracht werden sollen. Die Pariser Bürgermeisterin Anne Hidalgo hatte von einer unwürdigen Situation gesprochen

09.07. Staatspräsident Macron würdigt in einem Kommuniké den Mut der von der internationalen Allianz gegen die islamistische Miliz IS unterstützten irakischen Streitkräfte. Dabei verweist Macron auch auf die französischen Einsatzkräfte, die zum Erfolg der Operationen seit dem letzten Herbst beigetragen hätten.

13.07. *Google* erringt im milliardenschweren Steuerstreit mit der französischen Regierung einen Sieg. Der US-Konzern müsse nicht die geforderten 1,1 Milliarden Euro nachzahlen, so das Verwaltungsgericht in Paris. Die Steuerbehörden argumentieren, dass *Google* Steuern für den Zeitraum 2005 bis 2010 nachzahlen müsse, weil das Unternehmen Anzeigen an französische Kunden über seine Suchmaschine verkaufe. Das Pariser Verwaltungsgericht hingegen betont in seiner Entscheidung, dass *Google* keine „dauerhafte Betriebsstätte“ über *Google France* in Frankreich betreibe.

13.07. In Paris findet der 19. Deutsch-Französische Ministerrat statt. Ziel des Gipfels ist es, der

Zusammenarbeit insbesondere in den Bereichen Sicherheit, Verteidigung, Konjunkturbelebung sowie Sprache und Integration einen starken und konkreten Impuls zu geben.

14.07. 100 Jahre nach dem Eintritt der Vereinigten Staaten an der Seite Frankreichs im Ersten Weltkrieg nimmt Präsident Donald Trump auf Einladung von Emmanuel Macron an den Festivitäten zum Nationalfeiertag auf den Champs-Élysées teil. Beide Länder wollen an einem Fahrplan für die Zukunft Syriens nach dem Bürgerkrieg arbeiten. Im Vordergrund steht hierbei die Gründung einer Kontaktgruppe, der neben den fünf ständigen Mitgliedern des UN-Sicherheitsrates auch Regionalmächte angehören sollen.

17.07. Staatspräsident Macron erkennt im Beisein von Israels Ministerpräsidenten Benjamin Netanjahu auf der Gedenkveranstaltung zur 75-jährigen Wiederkehr der Razzia des *Vel d'Hiv* noch einmal die Schuld Frankreichs an der daraufhin erfolgten Deportation und Ermordung von 13 152 Juden an. Erstmals nimmt ein israelischer Regierungschef an der Gedenkzeremonie teil.

19.07. Der Senat billigt mit 299 gegen 116 Stimmen eine weitere Verschärfung der Sicherheitsgesetze. Die Gesetzesvorschläge sehen vor, bestimmte Maßnahmen der seit 2015 geltenden Notstandsgesetze in abgeschwächter Form ins normale Recht zu übernehmen. Kritiker befürchten, die neuen Regeln könnten einen permanenten Ausnahmezustand schaffen. Der Senat hatte am 4. Juli bereits einer Verlängerung der Notstandsgesetze bis zum 1. November zugestimmt.

23.07. In einer parteiinternen Kursdebatte beim *Front National* setzen sich die Befürworter eines Austritts Frankreichs aus der Eurozone durch. Damit bleibt dies ein klares Ziel der Partei. Vorrang solle die Wahrung der „territorialen Souveränität“ Frankreichs und der Schutz der Grenzen in der Migrations- und Handelspolitik haben, so die Partei.

23.07. Das nahe der deutschen Grenze gelegene Atomkraftwerk Fessenheim wird aufgrund von

Tensions germano-turques

En raison de l'aggravation des relations entre Berlin et Ankara, le gouvernement turc interdit le 11 juillet la visite prévue une semaine plus tard de députés du *Bundestag* sur la base de l'OTAN à Konya, où sont stationnés 30 soldats de la *Bundeswehr* pour participer à la lutte contre la milice islamiste. La même attitude des autorités turques avait conduit l'Allemagne à déplacer vers la Jordanie ses 260 soldats stationnés à Incirlik. Le même jour, un défenseur des droits de l'homme, Peter Steudtner, et neuf autres personnes, qui participaient à un forum sur la sécurité des moyens électroniques, sont soupçonnés d'avoir apporter leur soutien à une association terroriste et sont arrêtés par la justice d'Istanbul. Quatre d'entre eux sont libérés sous caution. Le placement en détention est confirmé le 18 juillet, la chancelière considère cette arrestation comme injustifiée, mais le sujet s'impose dans la campagne électorale, avec en toile de fond la demande de plus en plus vigoureuse de sanctions économiques. La Turquie utilise visiblement des prisonniers comme otages pour obtenir l'extradition de ressortissants turcs ayant demandé l'asile politique en Allemagne après la tentative de putsch de juillet 2016. Le ministre des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, interrompt ses vacances pour convoquer l'ambassadeur de Turquie en Allemagne et lui signifier que les dérives d'Ankara ne sont pas acceptables. Le chef de la diplomatie allemande annonce le 20 juillet une révision de la politique allemande envers la Turquie, y compris dans le domaine des projets d'armement et des exportations. A l'intention des ressortissants turcs en Allemagne, le ministre publie le 21 juillet dans le quotidien *Bild* une lettre ré-

digée en allemand et en turc, dans laquelle il souligne l'amitié entre les deux peuples tout en critiquant l'arrestation de citoyens allemands en Turquie. Le président Recep Tayyip Erdogan dénonce deux jours plus tard toute ingérence dans les affaires de son pays et reproche aux partis politiques allemands de mener leur campagne électorale sur le dos de la Turquie. Le 18, dans un message télévisé, il avait appelé ses ressortissants en Allemagne (1,25 million de personnes ont la double nationalité) à ne pas voter pour la CDU, le SPD et les Verts, qualifiés d'« ennemis de la Turquie ». Le 24, Ankara, évoquant « un problème de communication », retire une liste d'environ 700 entreprises allemandes soupçonnées de soutien au terrorisme. Le 19 août, la Turquie demande à la police espagnole, via *Interpol*, d'arrêter Dogan Akhanli, un écrivain d'origine turque domicilié à Cologne depuis 25 ans, en vacances à Grenade. Madrid refuse l'extradition, mais interdit à l'écrivain de quitter le pays, en attendant une décision de la justice espagnole. Plusieurs autres ressortissants allemands sont arrêtés les jours suivants en Turquie, sans obtenir la possibilité de joindre le consulat. En date du 1^{er} septembre, 55 personnes seraient détenues, dont 12 pour des motifs politiques.

Le 8 septembre, Ankara autorise plusieurs députés du *Bundestag* à rendre visite aux soldats allemands de Konya, mais sous la direction de la vice-secrétaire générale de l'OTAN, Rose Gottemoeller.

Le 16 septembre, le gouvernement turc proteste auprès de l'Allemagne pour avoir autorisé une manifestation en faveur des Kurdes à Cologne, qui avait rassemblé quelque 12 000 participants.

Wartungsarbeiten, bei denen ein Teil der Brennstäbe ausgetauscht werden soll, vollständig außer Betrieb gesetzt. Laut aktueller Planung soll Fessenheim endgültig stillgelegt werden, sobald im nordfranzösischen Flamanville ein neuer Druckwasserreaktor in Betrieb ist – dem Betreiber EDF zufolge 2019.

23.07. Laut einer im *Journal du Dimanche* veröffentlichten Umfrage zeigen sich nur noch 54 % der Franzosen zufrieden mit Macrons Amtsführung. Der Anteil der Unzufriedenen ist damit binnen eines Monats von 35 % auf 43 % gestiegen. Nur Jacques Chirac hatte 1995 einen noch höheren Poularitätsverlust zu beklagen.

25.07. Auf Betreiben von Staatspräsident Macron findet im Schloss La Celle-Saint-Cloud bei Paris ein Vermittlungsgespräch zur Befriedung Libyens mit dem Chef der Übergangsregierung Fayed Sarraj und dem Oberbefehlshaber der nationalen libyschen Armee Chalifa Haftar statt, an dem auch der neue Sondergesandte der Vereinten Nationen Ghassan Salamé teilnimmt.

Conseil des ministres franco-allemand

Les gouvernements de France et d'Allemagne se réunissent le 13 juillet en conseil des ministres à Paris, dominé par les questions de défense et de sécurité. La presse allemande relève essentiellement l'annonce d'un futur avion de combat commun, ainsi que le futur partenariat franco-allemand destiné à renforcer le marché du capital-risque des *start-ups* en croissance et à donner les moyens aux meilleurs acteurs, qui assument des co-investissements supérieurs à 10 millions d'euros, de devenir paneuropéens dans les secteurs du numérique, des biotechnologies et des écotechnologies. L'initiative devrait mobiliser jusqu'à un milliard d'euros d'investissements publics et privés.

Dans l'ensemble, les commentaires allemands sont empreints d'optimisme, les quotidiens se félicitant de voir « *l'alchimie entre Emmanuel Macron et Angela Merkel* » et les messages réconfortants en réponse aux crises, aux migrations et au retour du protectionnisme. Les éditorialistes restent néanmoins prudents, faisant valoir que le renouvellement du *Bundestag* en septembre pourrait changer la donne. Le *Handelsblatt* estime qu'« *il en faudra davantage si Paris et Berlin veulent laisser une trace dans l'histoire* ». Le quotidien de Munich *Süddeutsche Zeitung* relativise : « *Au-delà de l'enthousiasme, il ne faut pas perdre de vue d'une part que les deux pays finissent toujours par se chamailler quand on touche à la souveraineté ou au rôle de l'Etat et que par ailleurs l'Union européenne ne compte pas que deux Etats membres* ». Sur le thème de l'Afrique, la presse allemande est particulièrement critique. La *Tageszeitung* (taz) résume en effet son jugement par une phrase sans ambages : « *Paris attend que Berlin aide et paie* ».

27.07. Bei einer Einbürgerungsfeier in Orléans unterstreicht Staatspräsident Macron den Willen Frankreichs, weiterhin Schutz- und Asylsuchende aufnehmen zu wollen. Vor dem Hintergrund von bis zu einer Million Flüchtlinge aus Libyen und der Tatsache, dass sich unter den Flüchtlingen auch sehr viele Wirtschaftsmigranten mit geringen Chancen auf Asyl befänden, spricht er sich jedoch für eine Reduzierung der Migration sowie für eine bessere Kooperation innerhalb Europas und die Stabilisierung der Herkunftsländer aus.

31.07. Frankreich muss die Lebensbedingungen für Migranten verbessern, die sich in der Nähe der nördlichen Hafenstadt Calais aufhalten. Die Untätigkeit der Behörden sei nicht rechtens, urteilt das oberste Verwaltungsgericht.

August/août

03.08. Die Nationalversammlung verabschiedet ein Gesetz, demzufolge Parlamentarier künftig keine Verwandten mehr beschäftigen dürfen. Die Regierung will mit den neuen Regeln nach mehreren Betrugsaffären das Vertrauen in die Politik wiederherstellen. Ein zweiter Teil des Gesetzespakets sieht die Abschaffung der sogenannten parlamentarischen Reserve vor. Dabei handelt es sich um Geld, das Abgeordnete weitgehend nach eigenem Ermessen etwa für Projekte in ihrem Wahlkreis verteilen können.

07.08. Zehn Monate nach der ersten Vereinbarung in Paris schließen der Iran und der Autobauer *Renault* einen 660-Millionen-Euro-Deal in Teheran ab. Dabei sollen im Rahmen eines Joint-Ventures im nächsten Jahr 150 000 Autos gebaut werden. Ab 2019 soll dann die nächste Phase für die Produktion weiterer 150 000 Autos beginnen.

14.08. Nach einem Terroranschlag in der burkinischen Hauptstadt Ouagadougou tauschen sich Staatspräsident Macron und Außenminister Jean-Yves Le Drian jeweils mit ihren burkinischen Amtskollegen aus und bringen Frankreichs Solidarität zum Ausdruck. Sie wiederholen Frankreichs Einsatz bei der Unterstützung der Sahel-Länder angesichts der terroristischen Bedrohung.

Le diesel en question

Une étude de l'Institut *ifo*, publiée le 18 juillet, met en garde contre une suppression du diesel (gazole) qui menacerait 436 000 des 600 000 emplois dans ce secteur en Allemagne, notamment dans les petites et moyennes entreprises. Le 21 juillet, la maison *Audi*, filiale de *Volkswagen*, décide, tout comme l'avait déjà fait *Daimler* une semaine plus tôt pour quelque 3 millions de *Mercedes*, de rapatrier 850 000 véhicules diesel, et de les équiper d'un nouveau logiciel, avant qu'une interdiction ne vienne frapper ces automobiles. Compte-tenu des manipulations techniques à grande échelle (*Dieselsgate*), le ministre de la Justice, Heiko Maas, estime que le financement de l'opération doit être assumé par les constructeurs et non pas les automobilistes. Le magazine *Der Spiegel* révèle par ailleurs l'existence d'un cartel, depuis les années 1990 entre les constructeurs : *Volkswagen*, *Audi*, *Porsche*, *BMW* et *Daimler* auraient constitué des groupes de travail secrets axés sur la technique et les stratégies afin de cacher l'ampleur des émissions polluantes de moteurs diesel. Cette nouvelle affaire est révélée alors qu'un forum sur le diesel est attendu pour le 2 août à l'invitation des ministres des Transports et de l'Économie. La ministre de l'Environnement, Barbara Hendricks, annonce, lors d'une visite chez *Volkswagen*, que l'État prendra désormais en charge le contrôle des émissions polluantes. Un organisme indépendant pourrait être rattaché à son ministère ou à celui de la Protection du consommateur.

Le 28 juillet, le tribunal administratif de Stuttgart demande une interdiction dès le 1^{er} janvier 2018 des véhicules diesel dans la capitale du Bade-Wurtemberg, suite à une plainte déposée par une association de défense de l'environnement. Pour sa part, le ministre-président de Basse-Saxe, Stephan Weil, lance l'idée d'une prime pour tout achat de voitures moins polluantes, afin de motiver les automobilistes à passer du diesel à la voiture électrique. Mais il se dit hostile à toute interdiction. Le ministre des Transports, Alexander Dobrindt, en appelle le 30 juillet à la responsabilité des constructeurs

pour rétablir la confiance. Les Verts préconisent quant à eux de mettre fin au moteur à combustion à l'horizon 2030. Pendant le forum du 2 août, les constructeurs automobiles se disent prêts à des améliorations, notamment pour modifier les logiciels fraudeurs sur plus de 5,3 millions de véhicules et ainsi réduire la pollution de 25 à 30 %. Ils proposent de financer à hauteur de 250 millions d'euros un fonds paritaire entre eux et l'État pour améliorer la circulation dans les villes. La Commission européenne avait engagé en février 2017 une procédure à l'encontre de l'Allemagne après avoir constaté que les seuils de pollution de l'air par oxyde d'azote avaient été dépassés dans 28 régions.

D'autre part, un employé de *Volkswagen* révèle dans la presse que le groupe aurait « réécrit et atténué » le texte d'un discours que devait prononcer le ministre-président de Basse-Saxe devant le *Landtag* en octobre 2015 – accusations récusées, même si le chef du gouvernement régional de Hanovre, qui siège au conseil d'administration de *Volkswagen* (la Basse-Saxe détient 20 % des actions de VW), concède avoir demandé au constructeur de vérifier les faits cités dans son discours. Des reproches qui arrivent au mauvais moment, alors qu'une députée des Verts vient de quitter sa formation pour rejoindre le parti chrétien-démocrate, laissant ainsi la coalition SPD-Verts sans majorité.



Le scandale du diesel se retrouve au centre des débats au Salon international de l'Automobile (IAA), inauguré le 11 septembre à Francfort par Angela Merkel. La chancelière demande que les erreurs commises doivent être réparées. La voiture électrique (0,36 % du parc automobile en Allemagne, véhicules hybrides compris) est encore marginale, mais les constructeurs proposent déjà plusieurs dizaines de modèles – il devrait y en avoir plus d'une centaine en 2020.

22.08. Präsident Macron, Bundeskanzlerin Angela Merkel, der russische Präsident Wladimir Putin und der ukrainische Präsident Petro Poroschenko führen ein gemeinsames Telefonat, bei dem sie sich auf Grundlage eines nachhaltigen Waffenstillstands persönlich für die weitere Umsetzung der Minsker Abkommen einzusetzen.

23.08. Staatspräsident Macron reist nach Österreich, Rumänien und Bulgarien. Ziel der Reise ist ein Austausch mit den politisch Verantwortlichen über bilaterale Aspekte wie auch europäische Themen der Wirtschafts- und Sozialpolitik sowie der Migration und Verteidigung. In Salzburg findet ein Gipfel mit den Regierungschefs Österreichs (Christian Kern), Tschechiens (Bohuslav Sobotka) und der Slowakei (Robert Fico) statt, bei dem es u. a. um die Vermeidung von Sozialdumping in der EU geht. Die von Präsident Macron vorgeschlagene Reform der bestehenden Regelungen führt zu Verstimmungen zwischen Paris und Warschau.

25.08. Wegen zwielichtiger Arbeitsmethoden leitet die Justiz ein Ermittlungsverfahren gegen den früheren Chef-Drogenfahnder François Thierry ein. Ihm wird formell die Beihilfe zum Drogenhandel vorgeworfen. Er soll den Schmuggel von Rauschgift nach Frankreich unterstützt haben, um mit Hilfe eines Informanten ein Netzwerk von Drogenhändlern zu infiltrieren.

28.08. In Paris findet die 25. Botschafterkonferenz unter der Leitung von Außenminister Jean-Yves Le Drian zum Thema „Neues diplomatisches Handeln in einer Welt der Umbrüche“ statt. Ehrengäste der Konferenz sind Außenminister Sigmar Gabriel sowie der Präsident des Internationalen Komitees des Roten Kreuzes, Peter Maurer.

28.08. Auf Einladung von Staatspräsident Macron findet im Elysée-Palast ein europäisch-afrikanischer Mini-Gipfel zu Flüchtlingsfragen statt, an dem neben den Regierungschefs Deutschlands, Italiens und Spaniens auch die Hohe EU-Vertreterin für Außen- und Sicherheitspolitik Federica Mogherini, sowie die Präsidenten von Tschad, Niger und Libyen teilnehmen.

September/septembre

04.09. Emmanuel Macron tauscht sich in Paris mit Vertretern der venezolanischen Opposition unter der Führung des Präsidenten der Nationalversammlung Venezuelas, Julio Borges, aus. Gegenstand dieses Gesprächs ist die schwerwiegende politische und humanitäre Krise in Venezuela. Der Staatspräsident verurteilt die zur Unterdrückung der Opposition ergriffenen Maßnahmen, fordert dazu auf, die aktuellen Bemühungen um humanitäre Hilfe für die venezolanische Bevölkerung fortzusetzen und bekräftigt seine Bereitschaft hierbei Hilfe zu leisten.

04.09. Mit der *Rentrée* startet in Frankreich das neue Schuljahr. Dabei kommt es zu einigen Neuerungen: die Stärkung der Zweisprachenklassen; die Reduzierung der Klassenstärke in Grundschulen in sozialen Brennpunkten; mehr Freiheiten für die Grundschulen und Kommunen bei der Festlegung der Schulzeiten; sowie eine Hausaufgabenbetreuung im *Collège* auf freiwilliger Basis.

05.09. Nach einer brutalen Auseinandersetzung mit einem politischen Rivalen verlässt der Abgeordnete M'jid El Guerrab die Regierungspartei *La République en Marche*. Er wolle mit diesem Schritt die Arbeit der parlamentarischen Mehrheit nicht behindern und seine Strafverteidigung vorbereiten.

06.09. Der Minister für den ökologischen und solidarischen Wandel Nicolas Hulot bringt im Rahmen des Klimaplanes der Regierung zur Begrenzung des Anstiegs der Erderwärmung auf unter 2° C im Ministerrat eine Gesetzesvorlage zur Beendigung der Erkundung und Förderung fossiler Brennstoffe ein. Frankreich ist damit das erste Land, das ein Gesetz zum Verbot des Aufsuchens und des Erschließens ebenso wie die Förderung fossiler Brennstoffe auf seinem Staatsgebiet vorlegt. Das Gesetz sieht einen unumkehrbaren Ausstieg aus der Öl- und Gasproduktion in mehreren Schritten vor.

06.09. *Nokia* kündigt an, bis 2019 insgesamt 597 Stellen in Frankreich kürzen zu wollen.

Un espace aérien reconfiguré

Air Berlin, la deuxième compagnie aérienne allemande en déficit depuis plusieurs années (782 millions d'euros en 2016), ouvre le 15 août une procédure d'insolvabilité, après l'annonce faite par la compagnie d'Abu Dhabi *Etihad*, principal actionnaire (29,2 %) depuis 2011 et elle-même en difficulté, de mettre fin à son soutien. Jusqu'ici, le succès d'*Air Berlin* depuis 1978 reposait sur le dumping salarial et sur le soutien de petits aéroports régionaux, financés pour la plupart par l'argent public des régions et des communes. Des premiers rumeurs font état d'éventuels pourparlers avec trois concurrents, *Lufthansa*, *Ryanair* et *easyJet*, qui sont autant de repreneurs potentiels. La filiale *Condor* de l'agence de voyages *Thomas Cook* fait également savoir qu'elle serait intéressée par une reprise d'une partie du capital d'*Air Berlin* en coopération avec l'ancien champion du monde de Formule 1, l'Autrichien Niki Lauda, fondateur de *Niki*, une filiale d'*Air Berlin*, et qui détient 51 % des actions de *Thomas Cook*.

La compagnie irlandaise *Ryanair*, dénonçant une mise en scène pour permettre à *Lufthansa* de racheter sa concurrente dans des conditions avantageuses contrairement à la libre concurrence,



dépense une plainte auprès de l'Office allemand des cartels et auprès de la Commission européenne. Le gouvernement allemand accorde à *Air Berlin* un crédit-relais de 150 millions d'euros

pour que les vols soient assurés pendant les trois prochains mois et que les 8000 emplois soient préservés pendant les négociations. Le 19 août, la compagnie révèle qu'une bonne dizaine de compagnies ont fait part de leur intérêt pour une reprise du capital. Le 30 août, *Ryanair* abandonne toute candidature. Le lendemain, c'est un entrepreneur de Nuremberg, Rudolf

Wöhrl, qui jette l'éponge. Le 11 septembre, 200 pilotes d'*Air Berlin* se portent malades, ce qui conduit la compagnie à annuler une centaine de vols, suite à l'annonce de la suppression à partir du 24 septembre du programme de vols de Düsseldorf en direction des Caraïbes.

Betroffen sind die Filialen von *Alcatel Lucent International* und *Nokia Solutions and Networks* (NSN) auf dem Campus in Paris-Saclay und Lannion. Insgesamt arbeiten etwa 4200 Personen bei den beiden Tochtergesellschaften. Schon im letzten Jahr hatte *Nokia* nach dem Kauf von *Alcatel* knapp 400 Arbeitsplätze in Frankreich gestrichen.

07.09. Bei einem Besuch in Athen macht Staatspräsident Macron in einer Grundsatzrede Vorschläge für eine Neugründung Europas angesichts der wiederholten Krisen. Hierzu bedürfe es vor dem Hintergrund einer globalisierten Welt und

den Herausforderungen des Klimawandels, der Migrationsströme und den Folgen der Unterentwicklung mehr europäischer Souveränität, einer größeren demokratischen Beteiligung sowie mehr Vertrauen der Europäer in das europäische Projekt. Dies wiederum erfordere institutionelle Reformen insbesondere für eine größere soziale und fiskalpolitische Konvergenz, so Macron.

08.09. Die Regierung will den Verteidigungshaushalt im kommenden Jahr um 1,6 Milliarden Euro aufstocken. Für die Jahre 2019 und 2020 seien weitere Erhöhungen angestrebt, so Premierminister Edouard Philippe.



Un défi humanitaire

Un accord bilatéral est signé le 4 septembre à Bonn entre le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Walter Lindner, et la secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Patricia Espinosa. Cet accord a pour ambition d'organiser la 23^e conférence des Etats qui ont signé la convention des Nations Unies sur le changement climatique. Cette conférence (COP 23), du 6 au 17 novembre 2017, a lieu en présence de 20000 participants à Bonn, siège du secrétariat de la CCNUCC qui a salué le soutien apporté par l'Allemagne dans l'engagement des nations pour le climat et le développement durable.

La présidence de la conférence est confiée cette année à l'Etat insulaire de Fidji. Le 31 août, l'Allemagne, qui exerce depuis 2016 la présidence d'une plateforme sur les déplacements liés au changement climatiques et aux catastrophes naturelles, avait organisé à Berlin une réunion d'experts sur ce thème considéré comme l'un des principaux défis humanitaires du 21^e siècle.

09.09. In dem von Hurrikan Irma stark zerstörten französischen Überseegebiet Saint-Martin verhängen die Behörden eine nächtliche Ausgangssperre. Damit soll das Risiko von Übergriffen auf Menschen und Eigentum minimiert werden. Zudem sichert Frankreich den betroffenen Überseegebieten Hilfe in Form von Wasser- und Lebensmittellieferungen zu. Auf der Karibikinsel Saint-Martin waren aufgrund des Hurrikans mehr als 90 % der Häuser beschädigt worden.

12.09. Hunderttausende Franzosen protestieren bei knapp 200 Demonstrationen landesweit gegen die umstrittene Arbeitsmarktreform, die u. a. die Erleichterung von Kündigungen und die Deckelung von Abfindungen vorsieht. Zudem sollen Arbeitnehmervertretungen zusammgelegt und Betriebsvereinbarungen gestärkt werden. Nicht alle Gewerkschaften hatten zum Streit aufgerufen. Am 21. September kommt es erneut zu massiven Protesten.

12.09. In Frankreich sind nach Regierungsangaben seit Jahresanfang zwölf Anschläge verhindert worden, so Innenminister Gérard Collomb bei einer Anhörung zu dem von der Regierung geplanten Anti-Terror-Gesetz vor einem parlamentarischen Ausschuss. Zuletzt war in der südlichen Pariser Vorstadt Villejuif ein Sprengstofflabor entdeckt worden.

19.09. In seiner Rede vor der Vollversammlung der Vereinten Nationen in New York weist Emmanuel Macron darauf hin, dass allein der durch die UNO verkörperte multilaterale Ansatz in der Lage sei, die Herausforderungen des Terrorismus, der Migrationen, des Klimawandels, der Friedenssicherung und der digitalen Regulierung zu lösen.

20.09. Die nach den Wahlen deutlich finanziell geschwächten Sozialisten verkaufen ihr historisches Parteigebäude in Paris. Der PS hatte bei den Parlamentswahlen im Juni zahlreiche Sitze eingebüßt und muss nun mit erheblich weniger Geld auskommen. Medienberichten zufolge bedeuten die Stimmverluste für die PS Einbußen von rund 100 Millionen Euro in fünf Jahren.

23.09. Nachdem Premierminister Edouard Philippe und Arbeitsministerin Muriel Pénicaud am 31. August nach dreimonatigen Beratungen mit den Sozialpartnern fünf Verordnungen (*ordonnances*) zur Reform des Arbeitsrechts vorgelegt hatten, treten diese nach der Unterzeichnung durch den Staatspräsidenten und der Veröffentlichung im Gesetzblatt *Journal officiel* in Kraft. Mit dem neuen Arbeitsrecht will Frankreich Einstellungen in den Betrieben und Branchen fördern sowie die Arbeitsbeziehungen klarer und unbürokratischer regeln.

24.09. Bei den Wahlen zur zweiten Kammer des französischen Parlaments (*Sénat*) wird rund die Hälfte der 348 Sitze in indirekter Wahl neu besetzt. Das Wahlkollegium besteht aus 76359 Mandatsträgern aus der Nationalversammlung und den Gebietskörperschaften. Bei der Teilerneuerung des Senats schneiden die Republikaner (59 Sitze), die Sozialisten (32) und die Zentrumsparterie UDI (21) am besten ab. Etwa ein Drittel der neu gewählten Senatoren ist weiblich. Die andere Hälfte des Senats wird turnusgemäß 2020 neu bestimmt.

25.09. Nach Angaben von Innenminister Philippe will Paris den Einsatz des Unkrautvernichtungsmittels *Glyphosat* innerhalb der kommenden fünf Jahre verbieten. Darunter fällt auch die Verwendung in der Landwirtschaft. Damit stemmt sich Frankreich gegen die Entscheidung der EU-Kommission, die die Zulassung für *Glyphosat* um zehn Jahre verlängern will.

26.09. In einer Grundsatzrede in der Pariser *Sorbonne*-Universität mahnt Staatspräsident Macron in seiner „Initiative für Europa“ eine umfassende Reform der Europäischen Union an. Konkret schlägt er die Schaffung einer europäischen Staatsanwaltschaft und eines europäischen Programms zur Finanzierung der Integration und Ausbildung von Flüchtlingen sowie die Gründung einer europäischen Asylagentur vor. In sei-

ner Rede fordert er darüber hinaus einen gemeinsamen europäischen Verteidigungsetat und eine gemeinsame Interventionstruppe, die Durchsetzung einer Finanztransaktionssteuer, ein eigenes Budget für die Eurozone sowie einen Eurozonenminister, einen einheitlichen deutsch-französischen Markt sowie Reformen beim europäischen Handel mit Kohlendioxid-Verschmutzungsrech-



Olympia in Paris

Zum dritten Mal nach 1900 und 1924, wird die Stadt Paris 2024 die Olympiade ausrichten. Die einstimmige Entscheidung (Paris war einziger Kandidat) wird von der Vollversammlung des Internationalen Olympischen Komitees in Lima (Peru) getroffen.

ten und europäische Förderprogramme für saubere Technologie bei Autos wie der Elektromobilität.

26.09. Nach Angaben des Arbeitsministeriums steigt die Zahl der Erwerbslosen im August um 22 300 auf 3,54 Millionen – der höchste Wert seit August 2016. Die Zahl liegt zugleich um 0,6 % über dem Niveau des Vormonats. Im zweiten Quartal war die Arbeitslosenquote noch auf ein Fünf-Jahres-Tief von 9,5 % gesunken.

26.09. Frankreich und Italien legen nach monatelangen Verhandlungen ihre Aktivitäten auf dem Schiffsbaumarkt zusammen, was den deutschen Konkurrenten *Thyssen-Krupp* unter Druck setzt.

27.09. Die Regierung verabschiedet unter Vorsitz von Staatspräsident Macron den Haushaltsentwurf 2018 mit Schwerpunkten bei der Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit der Wirtschaft, dem Umbau des Sozialstaats, dem Energiewandel, der Stärkung der Kaufkraft und bei den Zukunftsinvestitionen sowie bei der Inneren Sicherheit und der Verteidigung. Investitionen in Höhe von 57 Milliarden bis 2022 sollen die Finanzierung der genannten Schwerpunkte ermöglichen.

Verstorben/Décès

Joachim Meisner, ancien évêque de Berlin (de 1980 à 1988), puis archevêque de Cologne (de 1988 à 2014), décède le 5 juillet à l'âge de 83 ans. Il avait été créé cardinal en 1983 et était connu pour ses positions conservatrices, aussi bien contre l'avortement que contre l'aide à la fin de vie. En novembre 2016, il avait émis des doutes sur la doctrine du pape François (*Amoris laetitia*) consacrée au mariage, notamment à la communion tolérée au cas par cas à certains divorcés remariés.

Peter Härtling, écrivain, poète et essayiste, meurt le 10 juillet. Il avait 84 ans. Ses premiers livres étaient destinés à la jeunesse et aux problèmes que rencontrent les adolescents dans la société. Ses œuvres ont été distinguées par de nombreux prix littéraires.

Anne Golon, Schriftstellerin, stirbt am 14. Juli in Versailles im Alter von 95 Jahren. Bekannt wurde sie durch ihre weltweit erfolgreichen *Angélique-Romane*.

Max Gallo, Schriftsteller, Historiker und Politiker stirbt 85-jährig am 18. Juli. Er war von 1983 bis 1984 Regierungssprecher der sozialistischen Regierung, bevor er zehn Jahre lang im Europa-Parlament ein Mandat als Abgeordneter ausübte. Seit 2007 war er Mitglied der *Académie française*. 2007 unterstützte Gallo den konservativen Präsidenten Nicolas Sarkozy. Er schrieb etliche Biographien und historische Romane.

Jeanne Moreau, französische Filmlegende, Regisseurin und Sängerin, stirbt am 31. Juli im Alter von 89 Jahren. Sie wirkte in mehr als 120 Filmproduktionen mit und wurde in den 1950er- und 1960er-Jahren zur Leinwandikone der *Nouvelle Vague*.

Christian Millau (eigentlich Christian Dubois-Millot), Journalist, Gastronomiekritiker und Autor, stirbt am 5. August. Er war 89 Jahre alt. Mit Henri Gault gab er 1962 einen Restaurantführer heraus, der 1969 zum berühmten *Guide Gault-*

Millau wurde. Beide prägten um 1972 den Begriff *Nouvelle Cuisine*.

Andrea Klier, romancière, décède le 4 septembre. Depuis 1997, elle écrivait ses livres sous divers pseudonymes, après avoir exercé le métier de sage-femme pendant 24 ans. Son dernier ouvrage, *Die Todesbühne*, est publié à sa demande, à titre posthume, le 8 septembre.

Arno Rink, artiste-peintre figuratif, un des précurseurs de la Nouvelle école de Leipzig, décède le 7 septembre à l'âge de 76 ans. Cette Ecole est l'un des courants artistiques contemporains les plus renommés. Il est l'auteur de 200 toiles, réalisées en 50 ans.

Pierre Bergé, Geschäftsmann und Kunstsammler, ehemaliger Lebensgefährtin des 2008 gestorbenen Modedesigners Yves Saint Laurent und Mitbesitzer der Tageszeitung *Le Monde*, stirbt 86-jährig am 8. September. Beide hatten 1961 das Modehaus gegründet, das den Namen des Designers trägt.

Heiner Geissler, ancien secrétaire général du parti chrétien-démocrate (CDU) de 1977 à 1989, et ministre de la Famille du chancelier Helmut Kohl de 1982 à 1985, meurt le 12 septembre. Il avait 87 ans. En 2007, il avait adhéré au mouvement ATTAC pour souligner son soutien aux idéaux de l'organisation en matière d'humanisation de la mondialisation.

Liliane Bettencourt, Tochter des *L'Oréal*-Gründers Eugène Schueller, stirbt am 22. September im Alter von 94 Jahren. Sie war jahrelang Vorstandsmitglied im Kosmetikkonzern gewesen, hatte das Geschäft jedoch vor fünf Jahren auf Grund ihrer Alzheimer-Erkrankung niedergelegt.

Gisèle Casadesus, die älteste Schauspielerin Frankreichs, stirbt am 24. September im Alter von 103 Jahren. Sie hatte ihr Filmdebüt 1934 mit einer Hauptrolle als Geneviève in *L'aventurier*.